



**CAPD du 8 novembre 2011**

## **Déclaration liminaire SNUipp.FSU65**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Monsieur le Secrétaire Général  
Mesdames et Monsieur les IEN,

Qu'il nous soit permis en préalable de cette dernière CAPD de faire un petit point sur l'actualité nationale qui occupe les citoyens de ce pays en ce début de semaine.

Le gouvernement a présenté hier son nouveau plan de rigueur, le deuxième en à peine deux mois ... Tout en fragilisant l'économie, ces plans sont fondés sur le même principe aussi inefficace qu'injuste qui consiste à faire porter les efforts essentiellement sur les salariés. En accélérant la réforme des retraites, en limitant la progression des dépenses de santé, en poursuivant la réduction des dépenses de l'Etat, en mettant en cause le financement des collectivités locales, ce sont effectivement les salariés, du public comme du privé, les chômeurs, les jeunes et les retraités, qui sont mis à contribution sans distinction du niveau des revenus, ce qui aggravera encore les inégalités. La désindexation partielle des prestations amènera une nouvelle dégradation du niveau de vie des familles les plus modestes et des privés d'emploi.

A l'opposé de ces mesures injustes et brutales, la FSU continue d'affirmer qu'il faut envisager des mesures structurelles permettant à terme une réelle sortie de crise : une réforme de grande ampleur de la fiscalité, la relance de l'emploi et l'augmentation des salaires. Les Services Publics et la Fonction Publique sont des leviers pour sortir de la crise et non des boulets financiers, comme le prétend le gouvernement. Il faut stopper la suppression des emplois publics, mettre en œuvre une politique industrielle créatrice d'emplois dans le cadre de la transition écologique, revenir sur les niches fiscales les plus importantes, sur le recours systématique aux heures supplémentaires, mettre en place un contrôle public de l'activité des banques pour les recentrer sur les prêts et investissements utiles, et permettre à la BCE de prêter aux Etats en lieu et place des banques privées. C'est une question de justice sociale mais aussi d'efficacité.

La FSU demande que les organisations syndicales soient consultées sur la situation économique et sociale de notre pays.

Les choix politiques arrêtés hier vont avoir des conséquences sensibles pour la vie quotidienne de nos collègues, mais aussi sur notre système éducatif déjà pointé pour sa capacité à aggraver les inégalités sociales. Les 5700 postes qui seront supprimés dans le cadre de la carte scolaire 2012 vont parachever le travail de destruction massive de notre Institution, opéré de manière obstinée par ce gouvernement. Monsieur l'Inspecteur d'Académie, vous nous avez laissé entendre lors du CDEN du 19 octobre, que notre département serait encore largement mis à contribution pour restituer des postes. Comme si nous pouvions nous le permettre !!!

Heureusement, la météo a été plutôt clémente en ce début d'automne et les besoins en remplacement ont pu être assurés. Mais il n'en a pas été de même pour les 2 jours de décharge de rentrée des directeurs d'écoles de 3 classes et moins. Ces directeurs font tout leur possible pour remplir leur mission, et vous voulez encore diminuer le peu d'aide que le législateur a prévu de leur accorder dans sa munificence. A ce jour, dans notre département, il n'a jamais été décidé de revoir à la baisse une possibilité donnée par un

texte réglementaire. Si vous en décidez ainsi, le message que vous enverrez à nos collègues, sera perçu, et à juste titre, comme une marque de mépris à l'endroit du travail qu'ils font et comme une décision profondément injuste. Le SNUipp.FSU65, vous n'en serez pas étonné, ne peut accepter votre proposition de circulaire visant à n'accorder que 6h d'allègement sur l'Aide Personnalisée aux directeurs de 3classes et moins.

Le SNUipp.FSU65 ne peut davantage accepter que des personnels en contrat précaire se voient proposer de travailler dans 3 écoles différentes, et pour certaines d'entre elles suffisamment distantes d'un point de vue géographique pour que la possession d'un véhicule soit indispensable. Non, tout n'est pas permis pour acheter la paix sociale. Jouer du besoin de travailler des plus défavorisés pour leur proposer des conditions de travail dont le MEN ne voudrait pas pour lui ou sa famille, n'est pas défendable. Ces personnels sans formation préalable, sans aucune garantie concernant leur avenir professionnel et percevant des salaires dérisoires, ne méritent pas d'être traités de la sorte. Dans CUI, il y a ce I qui veut dire Insertion. Nous ne le voyons pas à l'œuvre dans le sort qui leur est fait. Ce dispositif n'est pas acceptable non plus pour les écoles, et en particulier pour les directeurs qui les accueilleront, et tâcheront de les accompagner de leur mieux. Nous y reviendrons.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, vous nous direz certainement que vous faites de votre mieux avec les moyens qui vous sont attribués. Vous n'êtes pas le premier à faire cet aveu d'impuissance, et ce n'est pas le seul sujet sur lequel vous connaissez les mêmes difficultés.

En effet, si nous considérons le plan de formation que nous allons étudier au cours de cette ultime CAPD, il est manifeste que nos collègues souhaitent se former pour améliorer leur enseignement. Le nombre des candidatures est là pour en témoigner alors que les conditions matérielles d'inscription à ces stages étaient particulièrement difficiles cette année.

Pourtant, un nombre grandissant de collègues nous contactent pour nous demander de donner une consigne intersyndicale pour appeler à ne pas se rendre aux animations pédagogiques, réunions de directeurs et autres rencontres écoles/collège ... En cause, le non remboursement de leurs frais de déplacement alors que le droit est ouvert. Ne vous y trompez pas. Il n'est nullement question de contester l'importance ou l'intérêt de ces réunions, il est question de faire valoir son droit, alors que tout se délite autour de soi.

Nous allons aussi examiner les propositions d'avancement des enseignants du département, et le SNUipp.FSU65 va une nouvelle fois déplorer que tous les enseignants ne puissent avancer à la vitesse la plus rapide pour tous, que très peu d'entre eux accéderont à l'indice 783 avant leur départ en retraite, que depuis que nos traitements sont désindexés du coût de la vie notre pouvoir d'achat régresse et que nous devons arbitrer de plus en plus sévèrement nos dépenses pour pouvoir finir nos fins de mois sans risquer un rappel à l'ordre de notre banquier.

C'est sans doute une façon "moderne" de montrer l'attachement de nos gouvernants à ses enseignants. Enfin, moderne ne signifie pas progrès, ni nouveau. Puisqu'un vieil adage ne dit-il pas : "Qui aime bien, châtie bien". Notre Ministre de tutelle serait bien inspiré de nous aimer moins et de nous considérer plus.

Ce que nous attendons de l'Etat patron, c'est du Respect et de la Confiance dans le cadre de notre exercice professionnel, mais également la possibilité de vivre dignement de notre travail.

Respect et Confiance, c'est également ce que nous attendons de son représentant départemental.

claude martin, joëlle noguère et pierre torres